

## « La Suisse, un modèle invisible de création de valeur à long terme »



Arthur Jurus et André Lehmann sont les auteurs de *Made in Switzerland – The Art of International Success*, un ouvrage consacré aux fondements économiques, institutionnels et industriels de la Suisse, et à leur impact sur les décisions d'investissement et de gouvernance à long terme.

À travers ce livre, ils proposent une grille de lecture destinée aux dirigeants, investisseurs et décideurs souhaitant comprendre pourquoi la Suisse continue de s'imposer comme un pôle de stabilité, d'innovation et de création de valeur durable. L'ouvrage est disponible sur [Amazon](#).

**Dans l'introduction, vous partez d'un hôtel au Cap pour illustrer la présence discrète de la Suisse au quotidien, via des marques comme Geberit, Schindler, Nespresso ou ABB. Pourquoi avoir fait ce choix narratif plutôt que de commencer par la finance ou l'horlogerie ?**

Arthur Jurus – Partir d'un hôtel au Cap permet d'illustrer une réalité souvent sous-estimée : la Suisse est omniprésente dans l'économie réelle mondiale, sans jamais chercher à se mettre en scène. Cette approche volontairement concrète met en lumière un modèle fondé sur l'utilité, la fiabilité et la qualité, bien au-delà des secteurs traditionnellement associés à l'image du pays. Pour un dirigeant ou un investisseur, c'est une invitation à regarder la

Suisse non comme une spécialisation étroite, mais comme un écosystème industriel profond, diversifié et résilient, capable de créer de la valeur durable loin des projecteurs.

**Vous mettez également en avant la discréction comme un trait structurant du modèle helvétique, y compris dans la gouvernance politique. En quoi ce style discret influence-t-il les décisions économiques et d'investissement ?**

André Lehmann – La discréction se traduit surtout par une gouvernance institutionnelle qui privilégie la continuité et les ajustements progressifs. Concrètement, cela limite les ruptures soudaines de cap politique, économique ou fiscal, ce qui améliore la prévisibilité pour les investisseurs et les entreprises. Cette approche n'efface pas les débats, mais elle réduit la probabilité de chocs politiques brutaux, et c'est un élément que beaucoup d'acteurs prennent en compte lorsqu'ils s'engagent à long terme.

**Dans la partie consacrée à la démocratie directe, vous rappelez que de nombreux textes peuvent être soumis au vote populaire. En quoi cela contribue-t-il à la stabilité, alors que cela pourrait sembler ralentir les réformes ?**

Arthur Jurus – La démocratie directe agit comme un mécanisme de stabilisation systémique. Elle impose une phase de maturation des décisions qui limite les orientations excessives et oblige à construire des compromis robustes en amont. Pour les entreprises et les investisseurs, la vitesse n'est pas le critère déterminant ; ce qui compte, c'est la durabilité des règles du jeu. Ce cadre réduit la probabilité de revirements politiques brutaux et crée un environnement où l'on peut engager du capital, des talents et des projets industriels avec une visibilité supérieure à la moyenne internationale.

**Vous citez des votes emblématiques, comme le refus d'étendre les congés payés ou d'inscrire une exigence environnementale très contraignante dans la Constitution. Que révèlent ces résultats sur l'arbitrage que font les Suisses entre compétitivité, social et climat ?**

André Lehmann – Ces votes montrent que la population est sensible aux enjeux sociaux et environnementaux, mais qu'elle reste prudente face à des mesures jugées fortement impactantes pour l'activité économique et risquant d'avoir un coût important pour la collectivité. On observe une préférence pour les ajustements progressifs plutôt que pour les ruptures. Cela ne signifie pas un refus des objectifs climatiques ou sociaux, mais une volonté de les inscrire dans une trajectoire compatible avec la structure de l'économie et de l'emploi.

**Sur la fiscalité, vous insistez davantage sur la lisibilité et la stabilité du système que sur le niveau exact des taux. Pourquoi ce choix de focale ?**

Arthur Jurus – Le niveau nominal des taux est une donnée statique ; la stabilité fiscale est un actif stratégique. Pour une entreprise qui raisonne en cycles longs, la question clé n'est pas uniquement « combien je paie aujourd'hui », mais « dans quel cadre vais-je opérer dans cinq ou dix ans ». La Suisse offre une lisibilité rare, fondée sur des règles claires, des processus de consultation structurés et des ajustements progressifs. Cette prévisibilité réduit la prime de risque réglementaire et devient souvent déterminante lorsque plusieurs juridictions affichent des niveaux d'imposition comparables.

**Vous décrivez également le rôle des cantons dans la concurrence fiscale interne. Est-ce un avantage ou une source de complexité supplémentaire ?**

André Lehmann – C'est un mécanisme qui ajoute de la diversité à l'intérieur d'un cadre fédéral commun. Pour certains investisseurs, cette diversité peut être vue comme une complexité supplémentaire, puisqu'il faut comparer plusieurs régimes. Mais cela permet aussi de trouver des configurations mieux adaptées à certains types de projets ou de secteurs. Sur le temps long, cette concurrence encadrée a poussé à une certaine discipline budgétaire et à une attention particulière à l'efficacité des politiques publiques.

**Dans le livre, vous insistez sur le rôle des EPF et des grands pôles académiques dans la dynamique d'innovation. Qu'est-ce qui distingue, selon vous, ces écosystèmes ?**

Arthur Jurus – Ce qui distingue les pôles académiques suisses, c'est leur capacité à fonctionner comme de véritables plateformes d'interaction. L'excellence scientifique s'y combine avec une forte ouverture internationale et une proximité assumée avec le secteur privé. Pour les décideurs, cela crée un continuum efficace entre recherche fondamentale, innovation appliquée et création de valeur économique, soutenu par des écosystèmes complets mêlant start-ups, investisseurs et grandes entreprises.

**Vous parlez du « duo gagnant » franc suisse–stabilité des prix, tout en rappelant que la devise s'est appréciée sur le long terme. Comment expliquer que l'industrie ait pu s'adapter à cette réalité monétaire ?**

Arthur Jurus – L'industrie suisse n'a pas cherché à combattre la force du franc, elle s'y est adaptée structurellement. Cela s'est traduit par une montée en gamme, une automatisation avancée, une gestion sophistiquée des chaînes de valeur et une internationalisation fine des coûts et des revenus. Cette discipline monétaire a agi comme un filtre stratégique, favorisant des modèles économiques capables d'absorber un environnement exigeant sur le long terme plutôt que de dépendre d'ajustements conjoncturels.

**Sur l'immobilier, vous soulignez à la fois la résilience des prix et la tension sur les loyers. Quels leviers identifiez-vous pour concilier stabilité financière et accessibilité du logement ?**

Arthur Jurus – L'enjeu est d'agir sans déséquilibrer un actif central pour l'économie suisse. Cela implique d'augmenter l'offre dans les zones les plus tendues, de soutenir des modèles alternatifs comme le logement coopératif et d'améliorer l'efficacité énergétique du parc existant. Toute action doit préserver la solidité des bilans des ménages, des banques et des caisses de pension, pour lesquelles l'immobilier joue un rôle structurant dans la stabilité financière.